

CETTE CHOSE AUPRES DE LAQUELLE NOUS HABITONS

Reflexions sur un itineraire de recherche

Michel Agier

"Chaque histoire d'enquête et de conjecture nous raconte une chose auprès de laquelle nous habitons depuis toujours" (Umberto Eco : Apostille au Nom de la Rose, p.63).

Avertissement

L'exercice qui consiste à reconstruire, a posteriori, un itinéraire de recherche, n'est, pas plus qu'une histoire de vie, un récit neutre du parcours accompli. Le biais de cet exercice (et cela fait tout son intérêt pour celui qui l'écrit) est immédiatement fonction de l'état actuel de ce parcours. Il s'agit de reconstruire sa logique, de chercher les continuités et enchaînements qui ont pu faire avancer la connaissance d'un domaine ou qui ont entraîné des détours, reproblématisations, etc., même lorsque cela n'était pas si évident au moment même des faits (des enquêtes) dont on parle maintenant en leur donnant leur sens.

Dans cet exercice, on respectera la chronologie de l'itinéraire, pour ensuite essayer de systématiser certaines conclusions portant sur trois domaines de réflexions qui dominent ce parcours : travail, identité, ethnicité (1).

Le travail haoussa

L'enquête réalisée, en 1978-1979, auprès des Haoussa de Lomé, au Togo, a été déterminante pour former mon état d'esprit d'anthropologue à l'égard de réalités qui, bien que situées en Afrique noire, n'étaient déjà plus classifiables dans le domaine exotique. Je vais donc d'abord en parler, très brièvement.

Telle qu'elle fut alors conçue, cette enquête se situait dans le cadre des débats autour du secteur informel : on entend par là un domaine d'activités économiques dont l'organisation et le contrôle échappent, en totalité ou en partie, aux institutions de l'Etat et aux réglementations formelles des rapports de travail. Prenant le cas d'une ethnie connue comme traditionnellement commerçante, et dynamique dans l'économie urbaine moderne, il s'agissait d'identifier les ressorts de ce dynamisme, à partir d'une réflexion portant à la fois sur les ethnies marchandes et sur le travail urbain.

On a centré l'étude sur l'observation directe et de longue durée d'un cas concret de réseau marchand (le commerce de bétail), considérant la

totalité des relations engagées dans ce réseau. Les rapports de travail y étaient organisés - et enchantés - par des rapports de parenté, d'alliance et de clientèle, dont l'essentiel de la recherche a consisté à comprendre les règles et l'efficacité. De là, l'étude s'est portée sur l'ensemble de ce milieu social qui, dans le même temps, se référait à un quartier (le zongo) et à une codification ethnique (haoussa) des relations sociales et économiques. L'affirmation ethnique permettait de marquer les frontières culturelles d'un groupe social et économique qui bénéficiait d'un certain monopole dans une partie des activités urbaines.

En outre, deux éléments se révélaient être significatifs d'une stratégie ethnique moderne. Premièrement, l'existence et la reproduction d'un quartier propre (fondé à Lomé à la fin du XIX^{ème} siècle) délimitait physiquement les frontières du groupe, et permettait d'associer cette identité à un espace urbain spécifique. Deuxièmement, il existait un prosélytisme haoussa : manipulation possible de l'ethnonyme, qui empruntait les rituels d'intégration religieux (l'islam) tout en se basant sur les relations sociales (alliances politiques et matrimoniales, rapports patrons-clients) qui définissaient les cadres permanents de l'insertion sociale dans ce milieu urbain et de la reproduction de son organisation économique.

Dans cette reconstruction identitaire, la culture haoussa offrait un ensemble de codes dont la manipulation et les transformations locales allaient permettre de former une éthique, spécifique aux gens du zongo. Celle-ci était le fruit d'une improvisation, ou d'une ré-invention des formes sociales, qui puisait sélectivement ses principes dans le stock de références haoussa. Au centre de cette éthique des relations sociales, se trouve l'opposition étranger/ autochtone (bako/ arne), constitutive des Etats haoussa eux-mêmes. Cette opposition se ré-introduit dans divers autres clivages particulièrement efficaces en milieu loméen : urbains/ruraux, musulmans/ païens, commerçants/ non commerçants, Haoussa/non Haoussa.

A cette conception du rapport à l'autre (sorte de prémisses de l'univershaoussa), s'associent d'autres représentations à la fois traditionnelles et contextualisées : la conception d'un territoire urbain, des échanges, de la richesse, des rapports de parenté. Dans ce dernier domaine, il est intéressant de noter les modifications apportées au statut de mai gida, originellement chef de maisonnée. Ce même terme désigne, au zongo de Lomé, les fonctions de propriétaire, de logeur et de patron, construisant ainsi une figure centrale et dominante de l'organisation sociale des réseaux et du travail dans le commerce. Polysémie du titre et polyvalence de la fonction vont ensemble, illustrant le caractère total du milieu urbain et de travail observé. L'ensemble des mai gida logeurs et patrons composent le groupe des personnages riches et influents (les manya-manya : grands, adultes) du zongo. A la fois status group et classe dirigeante, cette trentaine de mai gida contrôle non seulement les

activités commerciales et le travail, mais aussi les tensions sociales et politiques internes au zongo, ainsi que la plupart des relations de ce milieu avec son extérieur (chambre de commerce, Sociétés d'état, Police, Administration urbaine), laissant peu de place, ou peu d'autonomie, à la chefferie officielle du quartier.

Cette structure de représentations des relations sociales et de l'identité est suffisamment rigide pour permettre une identification par contraste, et suffisamment souple pour être un repère pour les étrangers, non seulement haoussa, mais aussi "haoussa-isés" (l'expression est d'Abner Cohen, à propos des Haoussa d'Ibadan) : mossi, songhai, peul, kotokoli, etc (Agier 1983, 1986).

La place centrale du travail dans ces analyses s'imposait d'abord comme une évidence. Elle découlait de la globalité de relations qui pouvaient toujours être classées comme relations de travail (c'était leur forme la plus visible) et aussi bien comme relations sociales ou politiques (desquelles la relation au travail n'est jamais complètement absente). A ce niveau, je peux dire, comme Alain Morice le fait dans sa propre contribution, que la question du rapport travail/hors travail ne se posait pas: son appréhension allait de soi, intégrant, comme naturellement, le projet anthropologique. Ce faisant, la recherche des fondements d'un système social simultanément système de travail, de parenté, et de contrôle social, conduisait nécessairement à rechercher les règles sociales de ce groupe, en général. Empiriquement parlant, cela signifiait chercher ces règles sociales dans toutes les pratiques où elles pouvaient se donner à voir (mariage, religion, résidence, etc... et travail). Du point de vue de l'interprétation, l'enchâssement des rapports de travail conduisait nécessairement à un ailleurs : la structure symbolique des relations sociales et de la reproduction du groupe et du pouvoir. C'est-à-dire, dans le cas du zongo, aux domaines théoriques de l'ethnicité et de la territorialité, qui délimitent la représentation du rapport à l'autre.

Le rapport travail/hors travail

Le passage de cette problématique au milieu salarié, et particulièrement au milieu ouvrier - à propos duquel existe un écran idéologique fort, qui définit une identification des sujets à une condition sociale homogène (?) et à une position commune (?) dans les rapports de production - allait se faire par la mise en relation des positions familiales, lignagères ou ethniques, d'une part, et des positions sociales dans le travail, d'autre part. Ceci, en fait, ne représentait pas un changement par rapport à la démarche antérieure, bien que le changement des réalités ainsi observées rendent nécessaire une réflexion particulière sur la méthode.

Ce qui - dans l'étude d'un système empiriquement cohérent (sur les plans social, ethnique, et économique) comme l'est celui des Haoussa

de Lomé - se présente d'une manière explicite, devient implicite dans l'étude des milieux salariés. On doit passer d'un système global, propice à l'observation ethnologique, à un système décomposé en sphères, chacune définissant un domaine de spécialisation de la sociologie. Il faut donc une espèce de décision méthodologique consistant à centrer la problématique sur la relation travail/hors travail. Ceci afin de dépasser une coupure que le salariat lui-même (par les espaces-temps différents qu'il impose au quotidien du travailleur), et la connaissance sur le salariat, ont créée. Cela permet de rétablir, sur un terrain segmenté en univers de connaissance déjà autonomisés, la globalité du regard anthropologique.

Il est évident, dans ces conditions, que le thème de la relation travail/hors travail est un thème sociologique. En effet, il est une critique que la sociologie du travail fait à sa propre pratique de recherche, aidée en cela par les changements d'une anthropologie passant de plus en plus à des terrains non exotiques (usine, ville, associations professionnelles et locales, etc) comme autant de défis à ses méthodes et à son utilité sociale.

Il me semble que cette "anthropologisation" de l'enquête sociologique sur le travail - rétablir la totalité du social - a eu un effet pervers : celui que j'appellerai methodologisme. On le trouve, en particulier, dans la transformation des histoires de vie (mode de connaissance) en un principe d'interprétation autour du "sujet". On peut reprendre comme position théorique de l'anthropologie cette considération de Jean Copans selon laquelle "la vie des individus ne m'intéresse pas" (1991 : 1). L'anthropologie travaille depuis longtemps avec l'histoire orale et les récits de vie (comme modes de connaissance du social) tout en ayant développé par ailleurs (depuis Mauss, au moins, et jusqu'à Dumont, entre autres) une réflexion sur le statut théorique des notions d'individu et personne. Il me semble que cette réflexion accumulée permet de faire la relation entre le micro et le macro, en évitant donc l'impasse de l'opposition entre l'infiniment grand et l'infiniment petit. Revenir aujourd'hui aux vieilles discussions sur "l'autonomie du sujet" me donne l'impression d'une régression à au moins trente ans en arrière. Dit autrement, il me semble que l'autonomie du sujet est une hypothèse qui ne sert à rien. On peut toujours avoir la tentation d'y revenir personnellement lorsqu'on voit des objets qui parlent et qui pensent, mais en faire un principe d'interprétation risque de faire perdre de vue ce qui est la question qui nous est toujours posée : celle des logiques sociales et symboliques qui déterminent ces subjectivités multiples et non-sommables, celle des modes (modèles) d'identification et de leurs transformations.

Cela me conduit au second dérapage méthodologiste qui opère parmi nous. Il s'agit de la transformation du rapport travail/ hors travail en un objet de recherche en soi, quand il ne s'agit en fait que d'une décision

de méthode. En en restant à l'interface travail/hors travail, on en oublie de conclure nos recherches : ni le lieu de travail, ni les lieux hors-travail, ne sont approfondis. Au contraire, il faut construire des objets qui correspondent à des espaces sociaux, dans l'étude desquels, méthodologiquement, on décide de faire la relation travail-hors travail.

Parallèlement, la "sociologisation" de l'enquête anthropologique (le passage à des terrains non-exotiques et à des objets déjà construits par les segmentations de la sociologie : travail, santé, développement, loisirs, etc) pose, dans le cas qui nous occupe, une question intéressante. On voit bien ce que l'observation et l'analyse ethnologiques apportent à la connaissance de l'entreprise et des relations de travail (2). Mais il reste à voir, d'une manière plus systématique qu'on ne l'a fait jusqu'à présent (et dans un débat tout autre que celui du déterminisme économique), ce que la connaissance de l'entreprise et du travail apportent à l'anthropologie. Là encore, on tourne autour de la question de la construction de l'objet, des espaces sociaux méthodologiquement isolables. Ce n'est peut-être pas tant le travail, ou le rapport travail/hors-travail, qui sont des objets, mais l'entreprise, le quartier, la rue, l'atelier, etc. (je parle bien d'objets/espaces sociaux, et non de terrains). Ces questions, et ces doutes, ont guidé la suite de l'itinéraire présenté ici.

L'autonomie de la personne du travailleur

Les enquêtes menées au Cameroun (en 1981-1983) se sont basées sur une étude comparative de deux situations de travail salarié : une usine filiale de Péchiney et sa cité ouvrière, à Edea (Sud-Cameroun) ; une usine de la Sodecoton installée à Kaélé (Nord-Cameroun). L'intérêt de ces enquêtes fut de mettre en évidence un rapport spécifique - et relativement autonome des politiques d'entreprise - entre l'emploi et l'ethnicité, tel qu'il apparaissait dans une série de pratiques possibles : la mise en place de contrôles parallèles sur l'embauche et sur l'organisation du travail, la promotion hors hiérarchie de notables d'entreprise, la valorisation salariale et hiérarchique de compétences ethniques-sociales, le détournement familial ou lignager des politiques salariale et sociale des entreprises les plus modernisantes, etc.

Ces dispositions et stratégies peuvent s'harmoniser ou entrer en conflit avec les stratégies patronales. Il en va ainsi de la reproduction, à partir du salaire, de l'économie familiale et des réseaux lignagers : fonctionnelle dans le cas de la Sodecoton (où les bas salaires sont nécessairement complétés par les revenus familiaux, agricoles, des salariés, ce qui arrive à engendrer une exceptionnelle stabilité de la main d'oeuvre), elle est conflictuelle dans le cas des travailleurs de l'usine et de la cité Alucam (Péchiney), dont les pratiques résidentielles et de redistribution opèrent un détournement de la politique salariale et sociale

de l'entreprise, politique inspirée du fordisme et visant à rendre le salarié entièrement dépendant de son employeur, de son travail et de son salaire. Ces détournements tendent objectivement au maintien et au renforcement du statut familial des salariés et à la création de solutions économiques et résidentielles liées à ce statut et hors du salariat.

Si les conflits apparents qui découlent de ce détournement (perceptibles notamment dans la vie quotidienne de la cité ouvrière) ne sont pas nécessairement des contradictions fondamentales (l'intérêt de l'entreprise s'y retrouve indirectement), ils mettent néanmoins en évidence des espaces d'autonomie - autonomie non pas tant du sujet, mais d'une personne pour qui la construction identitaire se réfère à plusieurs sphères de représentations du devoir et du pouvoir (Agier 1987, Agier-Copans-Morice 1987).

Identité ouvrière et statut lignager

Ce qu'ont montré ces enquêtes au Cameroun, c'est :

1°) que l'identité ouvrière est toujours virtuellement ou concrètement provisoire, précaire, ou, pour le moins, surdéterminée par les logiques des agents qui passent à l'usine sans nécessairement avoir le projet, ou le seul projet, d'y rester et d'y ancrer toute leur identité sociale. Cela peut valoir, en théorie, comme une hypothèse générale ;

2°) inversement, ce passage à l'usine n'est pas sans effet sur les statuts données par l'origine des salariés. Volontairement ou non, les composantes de l'identité se transforment. Même si un cadet ne devient pas aîné en devenant salarié, il peut modifier l'efficacité des règles de relations sociales de son groupe, en modifiant son propre statut (prestige et pouvoir dans ce même groupe) (3). C'est alors paradoxalement dans l'ancrage lignager des sujets que se trouve le principe de leur intérêt et attachement pour le statut de salarié. Et dans cet attachement, se trouve le principe de la transformation du travailleur en un acteur de changements dans l'univers lignager.

L'entreprise industrielle comme objet ethnologique

La recherche menée dans l'entreprise "Brasserie du Bénin" de Lomé et parmi ses travailleurs (4) nous a fait entrer dans le domaine de l'anthropologie industrielle, prenant l'espace de travail - l'usine et ses relations - comme objet d'ethnologie. En contre-point, l'enquête allait porter un regard méthodologiquement identique sur les espaces de résidence des salariés.

L'enquête menée dans l'usine se présentait comme un exercice dont les

questions étaient les suivantes : si l'usine est un univers de relations, quelle est la structure de ces relations, et où se fait, du point de vue de cet espace, une interférence des déterminations hors-travail ?

L'enquête a identifié trois types d'espace-temps-pratiques, dont la fonction est de réaliser - mettre en pratique - la logique fonctionnelle de l'entreprise : l'espace-machine, l'espace-chaîne, et l'espace-atelier. De fortes différences catégorielles, salariales, biographiques, et relationnelles, étaient perceptibles, parmi la main d'oeuvre, entre ces trois espaces. Mais, même avec des degrés divers de liberté de mouvement, d'initiative, de communication, etc, l'ensemble se présentait comme un système de contraintes exogène, fixe, et incontournable. C'est, du moins, ce à quoi nous conduisait l'observation centrée sur l'espace de travail. De ce point de vue-ci, l'enquête ne pouvait qu'essayer de repérer des espèces d'interstices : domaines où l'intervention de la société hors-entreprise est nécessaire ou tolérée, et où l'on pouvait rencontrer des formes particulières d'un rapport entre les systèmes lignagers locaux et les cadres du travail.

Dans certaines limites, l'embauche et la discipline sont deux domaines qui mettent en scène cette relation. Un vaste réseau d'embauche a pu être ainsi recomposé, centré sur un notable local qui avait joué un rôle important dans l'attribution du terrain sur lequel avait été construite l'usine, et qui avait, en quelque sorte, monnayé ce terrain contre le recrutement de ses protégés (Agier et Lulle 1986).

Quant à la question de la discipline, il apparut que la direction de l'entreprise s'appuyait sur un noyau d'anciens qui jouait un rôle important d'intégration, de formation et de contrôle des nouveaux.

Ces deux éléments, dans un premier temps, nous parurent assez pauvres - ou, du moins, d'une efficacité peu perceptible (encore que le deuxième point, concernant l'intégration et la discipline, annonçait diverses possibilités interprétatives).

Tout cela mettait en évidence la nécessité d'inverser le propos (et l'observation) pour comprendre, du point de vue des lignées et des trajectoires de mobilité sociale des travailleurs, comment se constituait, hors-travail, les fondements de la vie de l'entreprise, ses distinctions et sa paix sociale.

Les lignages et les ethnies comme opérateurs de distinctions internes au monde du travail salarié

Les études de cas approfondies, qui furent réalisées auprès d'un petit groupe de travailleurs de cette usine (une dizaine d'études de cas), eurent donc pour objectif de "repérer l'existence d'un 'héritage' lignager

ou ethnique à la disposition des sujets et mobilisé, par eux-mêmes ou leur groupe d'appartenance, dans le déroulement de trajectoires sociales au cours desquelles interviennent les pratiques de travail et leur perception, l'usage du salaire et plus généralement de la position de salarié" (Agier et Lulle 1987 : 216).

Les cas étudiés furent situés entre deux pôles d'interprétation : celui des héritiers (la salarisation et la mobilité sociale s'appuient sur un fonds lignager structurant et plus ou moins valorisé) ; et celui des prolétaires (l'insertion professionnelle et l'itinéraire familial et résidentiel se déroulent à partir d'un détachement initial des cadres ethniques d'origine). Trois types de croisement possibles furent alors analysés : héritage sans mobilité, héritage et mobilité, mobilité sans héritage.

Sans former des catégories, ces articulations indiquaient diverses façons d'être ouvrier. Surtout, elles permettaient de revenir différemment à l'espace de travail et d'introduire l'analyse à des clivages internes à la vie de l'entreprise ; par exemple : le sens différent donné au salaire ; ou la rivalité entre les compétences techniques (issues de la scolarisation et de la formation professionnelle) et les compétences sociales (personnalisation de la relation à l'employeur et docilité politique). Dans ces clivages et entre ces deux pôles (héritiers et prolétaires), on pouvait identifier les problématiques à partir desquelles se faisait l'inscription des sujets parmi le noyau d'anciens, parmi les jeunes travailleurs scolarisés, parmi les protégés du réseau d'embauche local, parmi les revendicatifs ou les dociles, etc.

Enfin, on pouvait observer une relation différente à l'ethnicité, une fois celle-ci mise en perspective par la référence aux deux pôles d'identification : dans un cas, elle tendait à exister sur le mode d'une réalité lignagère structurante, dans un autre comme une forme d'intégration urbaine par l'adhésion aux associations ethniques urbaines. L'État se retrouve "au coeur" de ces ethnicités : il les accepte ou les suscite d'autant plus qu'il y puise sa légitimité paternaliste et traditionnelle en se situant au sommet des valeurs et des hiérarchies ethniques. Ainsi se trouve-t-il légitimé à intervenir directement dans les quelques désordres de l'entreprise (5).

Dans le cas étudié à Lomé, l'espace de travail comme un tout - dans ses relations, ses clivages et ses conflits - est donc encore un domaine d'efficacité de l'ethnicité, que celle-ci soit maintenue et reproduite sur le mode segmentaire, ou perdue puis ré-inventée sur le mode associatif, ou enfin qu'elle soit politiquement manipulée comme discours de légitimation du maintien de l'ordre dans la société - et dans l'usine.

Le caractère centrifuge de l'objet travail

Au terme de ces trois enquêtes (Haoussa de Lomé, Cameroun, Brasserie du Bénin de Lomé), on pouvait simplement confirmer que l'espace de travail, comme tous les objets construits de l'observation ethnologique, avait un caractère centrifuge (voir Althabe 1987). L'intérêt de l'enquête menée, avec Thierry Lulle, à la Brasserie du Bénin, était de nous en donner une démonstration empirique claire pour ce qui est des espaces industriels. Sans perdre la référence au travail - parce qu'il est une part importante du social et/ou parce qu'il peut être l'objet empirique d'une recherche - il fallait à la fois mieux penser le statut théorique de cette référence, et mieux cerner ce que nous mettions dans l'espace hors travail : ville, famille, lignage, État, ethnicité...

On pouvait aussi se demander si cela faisait encore sens de parler de hors-travail. Un peu piégé par une décision méthodologique qui se donnait de faux airs de théorie, il était bon de revenir, plus simplement, à une anthropologie du social, qui peut opérer sur différents espaces, pour autant qu'ils soient toujours re-situés dans les cadres totaux de l'observation. L'anthropologie sert à ne pas perdre de vue ce qui travaille à côté des objets construits.

Le statut des ouvriers dans les relations sociales urbaines

La recherche menée à Bahia (6) m'a permis d'aller un peu plus loin dans cette réflexion. Elle s'est d'abord insérée dans un vaste programme sur le Pôle pétrochimique de Salvador, qui indiquait d'emblée quelques thèmes "chauds" à traiter : l'industrie de pointe, installée massivement dans les années soixante-dix ; et la nouvelle classe ouvrière, qui était devenue un des principaux acteurs politiques de la ville, doté, en outre, d'un poids numérique relativement important. Ce programme avait alors trois volets : une étude sur la main d'oeuvre en général, ses caractéristiques socio-économiques et sa représentation syndicale (Nadya Castro) ; une étude sur la gestion des entreprises et l'organisation du travail (Antonio Sergio Guimarães) ; et une étude, que j'allais avoir en charge, sur "les pratiques familiales et culturelles" des travailleurs.

Sous cet intitulé vague, il s'est agi, par divers types d'observation, de re-situer les travailleurs du Pôle pétrochimique (et, en général, des nouvelles industries bahianaises : pétrole, pétrochimie, plastique, métallurgie, principalement) dans le contexte des relations urbaines et du système local de statuts. Les nouveaux ouvriers bahianais forment-ils un "status group" ? Comment leur identité de classe fait-elle sens dans la structure sociale urbaine ? Peut-on isoler leurs pratiques sociales en général (professionnelles, résidentielles, familiales, relationnelles et culturelles) dans le système local des symboles sociaux et des statuts ?

On a d'abord délimité un objet empirique urbain qui permette de dialoguer avec les autres volets de la recherche : un îlot résidentiel d'environ 2000 habitants, dans le quartier de Liberdade, à Salvador. Ce quartier, formé au début du siècle dans le prolongement de l'ancien centre de la ville, comprend actuellement environ 130.000 habitants, des familles pauvres ou à faibles revenus, et une population principalement noire et mulâtre. Ce quartier vient en tête pour ce qui concerne les lieux de résidence de la main d'oeuvre des industries récentes de la région de Salvador (entre 6% et 10% selon les sources et selon l'éventail d'entreprises considérées).

Il était intéressant de voir, à partir d'un point de vue monographique, comment les familles entrent dans un ample processus de mobilité (sociale et résidentielle) et de recomposition du statut, à partir d'une insertion dans les nouvelles industries bahianaises.

L'intérêt d'étudier des trajectoires d'ouvriers

Après avoir localisé ces travailleurs dans la ville, la première question à résoudre a donc été d'identifier les possibilités de passage à des trajectoires professionnelles stratégiquement ou nécessairement confondues avec les carrières dans ce secteur. On a, pour cela, réalisé l'étude de vingt-cinq trajectoires (professionnelles, résidentielles, et familiales) de travailleurs des nouvelles industries résidant dans le sous-quartier pris comme unité d'enquête. C'est cette unité d'enquête-ci (l'îlot résidentiel du quartier de Liberdade) qui, méthodologiquement, allait servir de repère pour donner sens aux trajectoires, et faire à partir d'elles le rapport travail/hors travail.

L'analyse a consisté à identifier, dans ces trajectoires, quelques nécessités : des phases d'initiation (au travail industriel, aux rythmes du salariat, aux savoirs et à la discipline des entreprises), de ruptures convergentes (spécialisation professionnelle, mariage, premier enfant, installation résidentielle de la nouvelle famille, syndicalisation) et de linéarité (la trajectoire professionnelle devient ouvrière et l'ensemble des projets sociaux de la famille deviennent fonction de la carrière). Dans ce cadre, la spécialisation professionnelle représente une marque culturelle décisive pour l'identification avec la nouvelle classe ouvrière bahianaise ; elle situe les nouveaux ouvriers du côté de la modernité (Agier et Castro 1989, Agier et Guimarães 1991).

Il s'agit là d'une espèce de grille d'analyse, une construction de modèles d'interprétation, qui permettait de lire la diversité des trajectoires passées et des destins sociaux parmi une population de travailleurs fortement hétérogène, tant sur le plan professionnel que social : travailleurs permanents et de la sous-traitance, travailleurs "formés" (dotés de

diplômes scolaires et/ou professionnels) et non "formés", originaires de la "petite classe moyenne appauvrie" et originaires de milieux pauvres, etc.

Elle permettait, en même temps, de repérer, dans cette diversité, un modèle central, un "type" de trajectoire où se formait le segment (pour parler en termes de catégorie) et le mode d'identification fournissant la référence dominante de la formation de cette nouvelle classe ouvrière comme groupe de statut et comme acteur politique : c'est la figure (ambigüe et conflictuelle) de l'ouvrier "technicien" (l'opérateur) dont la caractérisation nécessitait de recouper ces trajectoires avec les études menées par ailleurs sur le système hiérarchique et les conflits de l'entreprise (Agier et Guimarães 1991).

Le micro et le macro

En situant la recherche dans un milieu social urbain donné (quartier populaire, noir, entre la pauvreté et la petite classe moyenne), on s'engageait nécessairement à comprendre les différents mécanismes de mobilité du point de vue des classements sociaux opérés par ce milieu. Cela revenait, de fait, à comprendre cette mobilité et ses effets à partir des familles et dans le cadre du familialisme des relations sociales urbaines.

En effet, les classements sociaux opérés à l'échelle du quartier observé distinguent les "familles nécessiteuses", les "familles équilibrées" et les "familles de la place" (ou "du haut"), traditionnellement dominantes. En même temps que la vie du quartier est marquée par un réseau dense de relations familiales, de compérage, et d'amitiés qui mettent en relation les différentes classes de familles (par exemple, les familles nécessiteuses ont leurs parrains - parents ou non - dans la classe des familles équilibrées, et trouvent des employeurs parmi les familles de la place), le classement se fait à partir d'un certain nombre de signes relativement précis : la localisation et l'état de la maison, le sexe du chef de ménage, les dépenses d'ostentation, la position dominante ou dépendante dans les réseaux locaux d'entraide et de pouvoir, la scolarisation des enfants, etc.

Dans ce cadre, les familles dites nécessiteuses représentent le pôle négatif du quartier, repoussoir et référence présente dans le souvenir ou les relations des autres familles. Les familles équilibrées, groupe intermédiaire du quartier, oscillent entre le rappel de la pauvreté et l'image globalement dominante de la classe moyenne. Et les nouvelles familles ouvrières cherchent leur place. Généralement originaires des familles équilibrées (aux revenus faibles mais stables), leur revenu peut parfois dépasser celui des familles traditionnellement dominantes (familles de commerçants, fonctionnaires, petits entrepreneurs).

L'attitude logique consiste, tendancielleme nt, à quitter le quartier pour aller vers de nouveaux espaces qui correspondent à leur nouveau style de vie. Ceux qui restent introduisent dans le quartier de Liberdade des pratiques inusitées : achat et reconstruction rapide de maisons soignées, à étage ; location de maisons ; diminution de l'importance économique des réseaux familiaux environnants ; développement de familles nucléaires, avec peu d'enfants, et où la part des agregados est inférieure à celle des autres maisons ; stabilité des unions matrimoniales et réalisation de la figure du père pourvoyeur ; institutionnalisation de la famille par la pratique du mariage civil, etc (Agier 1990).

Toutes ces pratiques deviennent, un peu par contraste, des symboles sociaux d'une distinction urbaine de la nouvelle classe ouvrière. Pour autant, ce ne sont pas des traits culturels propres à cette catégorie de travailleurs. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'une insertion stable dans la collectivité industrielle du Pôle et des industries récentes permet à leurs familles de réaliser pleinement ces changements et de développer ces signes - dont l'interprétation est globale à la société bahianaise actuelle, en pleine mutation de sa structure productive et à la recherche d'une identité moderne.

Il était nécessaire, à ce niveau de l'analyse, d'incorporer la dimension macro, pour resituer localement la signification de tous les petits signes de distinction repérés dans les familles ouvrières par comparaison aux autres familles d'un quartier populaire. Cela revenait à repenser ces changements dans le cadre de la question politique (très brésilienne, au moins dans sa formulation) de l' exclusion, et de sa réplique - la citoyenneté -, qui traverse les relations sociales urbaines et dominant les clivages statutaires.

En effet, la différenciation sociale des nouvelles familles ouvrières, observée dans le contexte urbain populaire, se situe d'emblée dans une problématique d'intégration, c'est-à-dire d'accès aux canaux formels/institutionnels de reconnaissance, par l'Etat, de l'individu et de sa position sociale, de ses droits sociaux et de son rôle dans la vie de la cité. Ce sont les "identités sociales politiquement informées" dont parle Roberto Da Matta (1985 : 57), c'est-à-dire dont l'enjeu est l'accès à cette "citoyenneté", toujours à conquérir, et inégalement offerte aux différentes catégories professionnelles et strates sociales.

Dans ce cadre, l'identité professionnelle occupe une place décisive. Autant qu'un salaire et une certaine stabilité économique du ménage, l'emploi salarié, tel qu'il s'est développé depuis une trentaine d'années dans la région de Salvador (emploi industriel, mais aussi dans les secteurs modernisés des services, des banques, du commerce, etc : en passant à ce niveau d'analyse, il devient nécessaire d'élargir et diversifier la référence au travail), présente trois caractères qui le rendent

central dans la recomposition de l'ordre des symboles sociaux. En premier lieu, en l'absence d'un Etat providence et protecteur, la carte professionnelle a valeur de carte d'identité : les noms de catégories professionnelles deviennent des titres sociaux.

En deuxième lieu, le sur-salaire - bien qu'avec de fortes variations suivant les secteurs d'emploi et les types d'employeur - signifie l'accès à des services sociaux qui échappent à la grande masse de la population : aide à la scolarisation des enfants, accès direct aux soins de santé, transport résidence/entreprise, aide à l'accès à la propriété, loisirs organisés, etc. Cet accès permet de franchir la barrière de la citoyenneté pour ce qui est de sa composante sociale, laissant l'étiquette de l'exclusion à ceux qui ne parviennent pas à se former une identité sociale professionnelle.

Enfin, troisième contenu de l'identité professionnelle, l'identité de "classe" se construit comme une forme de différenciation statutaire et politique. L'insertion dans les rapports institutionnalisés de classe (où la notion d' institutionnalisation pèse plus que la notion de classe), même si cela se fait par le bas des hiérarchies professionnelles, transforme la relation politique de l'individu à l'Etat. La possibilité d'être représenté par une collectivité englobante (association professionnelle, syndicat ou parti politique) légitime les positions atteintes et donne une identité politique (au sens large, celui que traduit la notion locale de citoyenneté) aux individus ainsi classés.

On a là deux genres d'usage des nouvelles identités professionnelles. Premièrement, un usage statutaire (dans les deux premiers caractères soulignés ci-dessus) ; deuxièmement, un usage plus directement politique (dans le troisième caractère ci-dessus).

Dans ces conditions, les travailleurs du Pôle pétrochimique et des entreprises comparables (pétrole, plastique, métallurgie), même classés parmi le "peuple" et la "classe travailleuse", se trouvent à la pointe d'une modernité sociale et politique vers laquelle voudrait tendre la société brésilienne d'après la dictature. De cette modernité, la masse des citoyens est tenue à l'écart. C'est ce qui explique le poids politique local de ces nouveaux ouvriers, et leur donne une place dans la structure sociale plus importante que celle que l'on pourrait déduire de leur seul nombre.

Statuts, racisme et culture

Quand on passe, comme on l'a fait dans la recherche présentée ci-dessus, du travail aux identités professionnelles localement interprétées, et de celles-ci aux identités sociales, et donc à la question des statuts sociaux, on doit nécessairement tenir compte du fait que le Brésil, et

Bahia en particulier, est une société à la fois métisse et pluri-raciale, née avec l'esclavage comme système d'organisation sociale de la production. La longue histoire des relations raciales à Bahia a abouti à deux données actuelles que toute analyse des rapports sociaux doit nécessairement intégrer. Il s'agit, d'une part, de la racialisation des statuts - qui fonctionne comme une espèce de naturalisation des positions sociales : présents dans les différents secteurs d'activités, les noirs se trouvent aussi cantonnés dans des positions inférieures ou subalternes. C'est ce qu'au Brésil, on appelle "la place du noir", en bas des hiérarchies sociales et hors du pouvoir. D'autre part, il s'agit de la présence, parmi les nouveaux acteurs politiques locaux, d'un mouvement autour de la négritude. Mouvement qui nous ramène, à partir d'autres réalités, à la question de l'ethnicité.

La recherche, telle qu'elle se développe depuis fin 1989, tourne donc autour de la question suivante : dans quel sens le mouvement noir actuel à Salvador de Bahia est-il un mouvement -au sens d'un processus - de réappropriation raciale (c'est-à-dire politique, ou ethnopolitique) d'un ample fonds culturel, et, en même temps, une force sociale et politique entrant dans les rapports de forces actuels à Bahia ? Pour traiter cette question, on doit passer par trois ordres de réflexion : 1°) quelles sont les formes spécifiques du racisme brésilien/ bahianais ? 2°) Quelle lecture ethnique (ou raciale) peut-on faire des recompositions sociales en cours à Salvador de Bahia ? 3°) Comment se construit la nouvelle différence "nègre" à Bahia ?

En cherchant à savoir comment se construit cet espace de la négritude, on reste bien, d'une certaine façon, sur le terrain des statuts sociaux, déjà abordé du point de vue du travail, et des identités professionnelles localement significantes. Seulement, plutôt que d'en rester au seul rapport travail/hors-travail (qui serait, à ce niveau-là, d'une portée interprétative limitée), la recherche doit construire, comme objet, tout le champ social de la négritude. Ceci implique, en particulier, d'analyser les usages politiques de la culture afro-brésilienne et sa transformation en culture "nègre" (Agier 1991).

Conclusions

On se propose d'ébaucher, très sommairement, en guise d'état des lieux, les questions qui traversent les recherches présentées ci-dessus. Elles peuvent se résumer en trois mots : travail, identité, ethnicité.

- Travail :

On voit une correspondance entre deux enquêtes (ou parties de deux enquêtes), et, plus précisément, entre deux analyses : celles portant sur les travailleurs de la Brasserie du Bénin à Lomé, et celles portant sur les

travailleurs du Pôle pétrochimique à Bahia (Agier et Lulle 1987, Agier et Guimarães 1990). Entre les "diverses façons d'être ouvrier" des premiers, oscillant entre les modèles de l'"héritier" et du "prolétaire", et l'"alchimie ouvrière" des seconds, traversés par des conflits d'identité oscillant entre diverses images construites dans les relations de travail et urbaines (techniciens et "peôes", parcours légitimes et laborieux), on peut percevoir: 1) que les différences internes aux milieux de travail sont nombreuses et se constituent dans l'imbrication des sphères du travail et du hors-travail (7) ; 2) que le travail est une pratique (ou un ensemble de pratiques) d'emblée interprétée dans une structure de significations qui constituent localement les identités. En d'autres termes, le travail nous intéresse comme le lieu de formation d'une identité professionnelle localement signifiante. D'où le cheminement qui conduit du travail aux identités professionnelles, de celles-ci aux identités sociales, et enfin de ces dernières à la question de la production (locale) des identités en général (8).

- Identité :

La notion d'identité, pour être opératoire, devrait contenir, tout à la fois : 1) sa construction relative (ce qui mène à la question des "status group" - au sens wébérien revu par Bourdieu 1966, Wallerstein 1988, etc - définie dans un système local de statuts et symboles sociaux, que l'analyse peut, artificiellement, autonomiser) ; 2) sa construction relationnelle - les inversions et transformations toujours possibles, selon leurs situations d'emploi, du je (ou nous) et de l'autre (Augé 1987) ; 3) sa substance - entendue comme travail de substantification (Bourdieu 1984, Boltanski 1979, etc).

Ce faisant, la notion d'identité, posant a priori la diversité et la pluralité, ne vaut empiriquement que pour ce qu'elle ouvre d'attention curieuse (et informelle) à tous les détails identificateurs qui entrent dans le champ de l'observation (9). Son principal intérêt est de traduire (introduire), l'approche totalisante du regard anthropologique sur les formes sociales modernes. Ce regard totalisant (articulant le micro observé et le macro englobant) représente certainement une avancée dans l'étude des objets du présent en transformation (Copans 1991).

- Ethnicité :

Le parcours accompli depuis les Haoussa de Lomé jusqu' aux noirs ("negros") de Bahia nous conduit vers une anthropologie de plus en plus politique de l'ethnicité. Les discussions sur cette catégorie ne manquent pas, faisant le lien avec d'autres catégories fortes (chargées), comme celles de race et de classe (particulièrement dans la littérature anglo-saxonne et brésilienne).

L'ethnicité dont on parle, se présente toujours dans des milieux urbains

et/ou industriels, où elle a affaire à des tensions et conflits d'ordre économique, social et politique. Elle a alors la complexité, la richesse et l'inventivité des milieux hétérogènes et tendus où elle est manipulée. Aucune pureté ni authenticité. La ville est un "opérateur d'ethnicité" (Amselle 1985) et les luttes de classement qui s'y déroulent sont tout à la fois des luttes politiques et des conflits d'identité.

Le principe d'ethnicité à l'oeuvre parmi les noirs et mulâtres bahianais nous intéresse dans la mesure où, n'étant ni une survivance, ni une culture compensatoire, il oblige à repenser, à la fois, son efficacité dans une situation sociale moderne (le rapport au travail y est fortement présent), et le contenu théorique de cette catégorie, en général.

Le sens des mouvements d'identification à la négritude est de transformer les clivages socio-raciaux en différences totales autour desquels se fait la recherche d'espaces politiques (la "citoyenneté" brésilienne), d'autonomie, d'identité. A ce titre, elle est un des systèmes en compétition dans la société civile bahianaise, visant à mettre de l'ordre dans une société où l'État, tout en étant un acteur politique et un lieu de pouvoirs accumulés et personnalisés, n'est pas un ordonnateur du social. Cela donne un enjeu politique central à la question des identités en général, et en particulier aux rapports entre les référents raciaux, ethniques et de classe - concepts réutilisables dans une perspective nominaliste et politique, c'est-à-dire débarassés de tout réalisme et étudiés en tant que "catégories indigènes".

La reconstruction, qu'on essaie de faire, de la théorie du mouvement ethnopolitique negro-bahianais, nous rappelle et nous renvoie à celle des Haoussa de Lomé, et à notre recherche d'une éthique propre à la société des gens du quartier zongo, dont l'aspect le plus visible était un système de travail fortement structuré, avec, en contre-point, un prosélytisme ethnique urbain. Comme si cet implicite était toujours l'autre réalité que l'on cherche, toujours à côté du visible (c'est-à-dire à côté des relations de travail et de la vie urbaine sociale et politique, qui nous sont données à voir) : cette "chose auprès de laquelle nous habitons depuis toujours", comme le suggère la citation d'Umberto Eco qu'on s'est permis de mettre (légèrement détournée) en exergue de ce texte.

Notes

1. Merci à Thierry Lulle et Alain Morice pour leurs commentaires et suggestions.
2. La recherche de Monique Selim, parce qu'elle a la rigueur nécessaire

consistant à maintenir l'analyse centrée sur l'entreprise (questionnée comme "phénomène social total"), tout en puisant ses sources dans tous les champs interférant avec celle-ci, est certainement exemplaire de cette démarche et de son efficacité (Selim 1991).

3. Il faudrait donner les détails de ces transformations. Pour en rester ici à la simple description de la démarche d'analyse, je renvoie à l'étude de ce cas (Agier 1987).

4. Enquête conçue et réalisée en collaboration avec Thierry Lulle, et menée en 1984-1985.

5. On se réfère ici à l'arrêt de l'unique mouvement de grève de l'entreprise par intervention directe du Président de la République et du Chef des Forces Armées.

6. Menée au Centro de Recursos Humanos de l'Université Fédérale de Bahia, depuis fin 1986.

7. Pour dire quelque chose de plus intéressant que "imbrication", il faudrait rentrer dans le détail des analyses auxquelles on se réfère ici. On renvoie donc aux deux textes concernés.

8. Dans le cas bahianais, cette production des identités en général nous conduit nécessairement à la question des identités raciales et des mouvements d'identification à la négritude. Cela n'est bien sûr que le résultat d'une théorie locale des rapports sociaux, et non pas une thèse générale. Ainsi, on voit une correspondance entre cette démarche-ci et celle, par exemple, de Jean Bunel qui, observant les entreprises du point de vue des identités qui y sont en jeu, établit pour le cas argentin, l'imbrication (presqu'une analogie) entre les identités professionnelle, politique et syndicale (1989:67).

9. C'est un peu ce qu'Alain Morice énonce, dans le domaine méthodologique, le "maintien d'un certain degré de désordre, d'improvisation et de curiosité périphérique dans l'enquête".

Références bibliographiques

Agier, Michel (1983) : Commerce et sociabilité. Les négociants soudanais du quartier zongo de Lomé (Togo), ORSTOM, Paris, 317 p.

Agier, Michel (1986) : "L'ethnicité urbaine - Le cas des Haoussa à Lomé", in: Ganne, B.; Haeringer, P. (eds): Anthropologie et sociologie de l'espace urbain, Université de Lyon 2/GLYSI, Lyon, Tome 2, pp 297-303.

Agier, Michel et Lulle, Thierry (1986) : "Éléments d'anthropologie des lieux de travail- Le cas d'une brasserie au Togo", Anthropologie et Sociétés, X, 1, Université Laval, Québec, pp 109-143.

Agier, Michel (1987) : "Usines, familles et ouvriers au Cameroun", in: Agier, M.; Copans, J.; Morice, A. (eds): Classes ouvrières d'Afrique noire, Karthala/ ORSTOM, Paris, pp 141-181.

Agier, Michel ; Copans, Jean ; Morice, Alain (1987) : "Le monde du travail africain: pluriels et ambiguïtés" (Introduction), in: Agier, M.; Copans, J.; Morice, A. (eds) : op. cit., pp 7-18.

Agier, Michel et Lulle, Thierry (1987) : "Héritiers et prolétaires-Travail, mobilité sociale et vies de familles à Lomé (Togo)", Cahiers des Sciences Humaines, XXIII, 2, ORSTOM, Paris, pp 215-241.

Agier, Michel et Castro, Nadya (1989) : "Et d'ici cinq ans, crier: Liberté! - Projet ouvrier et destins personnels parmi les travailleurs et les leaders syndicaux de la nouvelle industrie de process à Bahia (Brésil)", Biographie et Société-AIS/ Pratiques Sociales et Travail-ORSTOM, n°13/11, Paris, pp 3-32.

Agier, Michel (1990) : "Espaço urbano, família e status social. O novo operariado baiano nos seus bairros", Caderno CRH, n°13, Salvador, pp.39-62.

Agier, Michel et Guimarães, Antonio Sergio (1990) : "Alchimie ouvrière - Techniciens et 'peões' dans l'industrie de process à Salvador de Bahia", Sociologie du Travail, 1991.

Agier, Michel (1991) : "Ethnopolitique - Racisme, statuts et mouvement noir à Bahia", Salvador, 36 p. multig. (à paraître).

Althabe, Gerard (1987): "L'ethnologue, l'entreprise, la société industrielle. Entretien avec Gérard Althabe, réalisé par Monique Selim", Bulletin de l'Association Française des Anthropologues, n°26-27, pp.31-45.

Amselle, Jean-Loup (1985): "Ethnies et espaces: pour une anthropologie topologique", in: Amselle, Jean-Loup, e M'Bokolo, Elikia (org.): Au coeur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique, Paris, La Découverte, pp.11-48.

Augé, Marc (1987) : "Qui est l'autre ? Un itinéraire anthropologique", L'Homme, 103, XXVII (3), pp.7-26.

Boltanski, Luc (1979) : "Taxinomies sociales et luttes de classes. La

mobilisation de la "classe moyenne" et l'invention des "cadres"", Actes de la Recherche en Sciences Sociales, n°29, pp.75-104.

Bourdieu, Pierre (1966) : "Condition de classe et position de classe", Archives européennes de Sociologie, VII, pp.201-229.

Bourdieu, Pierre (1984) : "Espace social et génèse des classes", Actes de la Recherche en Sciences Sociales, n°52-53, pp.3-12.

Bunel, Jean (1989) : "La nature de l'action syndicale dans l'Argentine d'aujourd'hui", Cahiers Pratiques Sociales et Travail, ORSTOM, n°8, pp.55-74.

Copans, Jean (1991) : "L'insoutenable ambiguïté du récit biographique", 17 p. multig.

Selim, Monique (1991) : L'aventure d'une multinationale au Bangladesh - Ethnologie d'une entreprise, Paris, L'Harmattan.

Wallerstein, Immanuel (1988): "Conflits sociaux en Afrique noire indépendante: réexamen des concepts de race et de 'status-group'", in: Balibar, Etienne et Wallerstein, Immanuel: Race, nation, classe. Les identités ambiguës, Paris, La Découverte, pp 249-271.

les cahiers
n° 15 - 1991

RÉTROSPECTIVES ET CHEMINEMENTS

M. AGIER
R. CABANES
C. CASASSUS
J. COPANS
D. FASSIN
A. MORICE
M. SELIM
V. VUDDAMALAY